

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,  
MINISTÈRE DES FINANCES  
ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 89 — 955

2 MARS 1989. — Loi relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er. — *Déclaration et publicité  
des participations importantes dans  
les sociétés de droit belge cotées*

Article 1er. § 1er. Toute personne physique ou morale qui acquiert des titres représentatifs ou non du capital, conférant le droit de vote, d'une société visée au § 2, doit déclarer à celle-ci et à la Commission bancaire le nombre de titres qu'elle possède lorsque les droits de vote afférents à ces titres atteignent une quotité de 5 % ou plus du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à déclaration.

Elle doit faire la même déclaration en cas d'acquisition additionnelle de titres visés à l'alinéa 1er, lorsque à la suite de cette acquisition, les droits de vote afférents aux titres qu'elle possède atteignent une quotité de 10 %, de 15 %, de 20 % et ainsi de suite par tranches de cinq points, du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à déclaration.

Elle doit faire la même déclaration en cas de cession de titres lorsque, à la suite de cette cession, les droits de vote tombent en-deçà d'un des seuils visés à l'alinéa 1er ou à l'alinéa 2.

§ 2. Sont visées les sociétés de droit belge dont les titres conférant le droit de vote sont en tout ou en partie admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de la Communauté économique européenne.

§ 3. Les titres convertibles en actions d'une société visée au § 2 et les droits, matérialisés ou non par des titres, à la souscription ou à l'acquisition d'actions d'une telle société, sont, aux conditions fixées par le Roi, assimilés aux actions d'une telle société, pour l'application du présent chapitre.

§ 4. Une acquisition visée au § 1er, alinéa 1er et 2, ne doit pas être déclarée si, à la suite de cessions effectuées avant l'expiration du délai prévu à l'article 4, § 1er, le seuil dont le franchissement entraînerait l'obligation de déclaration, cesse d'être atteint.

Les actions prises ferme par des banques ou d'autres établissements financiers ne doivent faire l'objet d'une déclaration de la part de ces banques et établissements financiers que si, au terme de la période de rétrocession convenue, elles n'ont pas été rétrocédées. L'usage de cette faculté est subordonné à l'autorisation de la Commission bancaire.

(1) *Session extraordinaire 1988.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi n° 522/1. — Amendements n° 522/2 à 522/5. — Rapport n° 522/6. — Amendements n° 522/7.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 29 novembre 1988. — Adoption. Séance du 1er décembre 1988.

*Session 1988-1989.*

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants n° 511/1. — Rapport n° 511/2. — Amendements n° 511/3.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séances des 21 et 23 février 1989. — Adoption. Séance du 23 février 1989.

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN,  
MINISTERIE VAN FINANCIËN  
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 89 — 955

2 MAART 1989. — Wet op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Kennisgeving en openbaarmaking  
van belangrijke deelnemingen in genoteerde  
vennootschappen naar Belgisch recht*

Artikel 1. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die stemrechtverlenende effecten, die al dan niet het kapitaal vertegenwoordigen, verwert van een in § 2 bedoelde vennootschap, moet aan deze laatste en aan de Bankcommissie kennis geven van het aantal effecten dat hij bezit wanneer de stemrechten verbonden aan die effecten 5 % of meer bereiken van het totaal der stemrechten op het ogenblik waarop zich de omstandigheden voordoen op grond waarvan kennisgeving verplicht is.

Deze kennisgeving is eveneens verplicht in geval van bijkomende verwerving van effecten zoals bedoeld in het eerste lid, wanneer als gevolg hiervan het aantal stemrechten verbonden aan de verworven effecten 10 %, 15 %, 20 %, enzovoort, telkens per schijf van 5 procentpunten, bereiken van het totale aantal stemrechten op het ogenblik waarop zich de omstandigheden voordoen op grond waarvan kennisgeving verplicht is.

Deze kennisgeving is eveneens verplicht bij overdracht van effecten wanneer als gevolg hiervan de stemrechten zakken onder één van de drempels bedoeld in het eerste of in het tweede lid.

§ 2. Bedoeld worden de vennootschappen naar Belgisch recht waarvan alle of een deel van de stemrechtverlenende effecten zijn toegelaten tot de officiële notering aan een in een Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap gevestigde effectenbeurs.

§ 3. In aandelen converteerbare effecten van een in § 2 bedoelde vennootschap en de — al dan niet in effecten belichaarde — rechten om op aandelen van een dergelijke vennootschap in te schrijven of deze te verwerven, worden onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden, voor de toepassing van dit hoofdstuk, gelijkgesteld met aandelen van een dergelijke vennootschap.

§ 4. De kennisgeving is niet verplicht in geval van een verwerving zoals bedoeld in § 1, eerste en tweede lid, indien de aanvankelijk overschreden drempel voor verplichte kennisgeving ten gevolge van overdrachten vóór het einde van de termijn van kennisgeving bedoeld in artikel 4, § 1, niet meer wordt bereikt.

Voor aandelen die banken of andere financiële instellingen vast overnemen is kennisgeving door die banken of financiële instellingen slechts verplicht indien zij, na verloop van de overeengekomen wederafstandperiode, niet werden geretrocedeerd. Deze mogelijkheid kan slechts worden gebruikt mits toelating van de Bankcommissie.

(1) *Buitengewone zitting 1988.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp van wet nr. 522/1. — Amendementen nr. 522/2 tot 522/5. — Verslag nr. 522/6. — Amendementen nr. 522/7.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 29 november 1988. — Aanneming. Vergadering van 1 december 1988

*Zitting 1988-1989.*

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers nr. 511/1. — Verslag nr. 511/2. — Amendementen nr. 511/3.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergaderingen van 21 en 23 februari 1989. — Aanneming. Vergadering van 23 februari 1989.

§ 5. Quand les titres d'une société sont pour la première fois admis en tout ou en partie à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de la Communauté économique européenne, une même déclaration doit être faite par les personnes physiques ou morales qui possèdent à ce moment un nombre de titres de cette société auquel sont attachés 5 % ou plus des droits de vote existants.

Art. 2. § 1er. Pour l'application de l'article 1er, sont ajoutés aux titres possédés, acquis ou cédés par une personne visée audit article, les titres possédés, acquis ou cédés :

a) par un tiers agissant en son nom propre, mais pour le compte de ladite personne;

b) par une personne physique ou morale liée à ladite personne;

c) par un tiers agissant en son nom propre, mais pour le compte d'une personne physique ou morale liée à ladite personne.

§ 2. Pour l'application de l'article 1er, sont additionnés les titres possédés, acquis ou cédés par des personnes qui agissent de concert pour l'acquisition, ou la cession de titres auxquels sont attachés 5 % au moins des droits de vote d'une société visée à l'article 1er, § 2.

§ 3. Si l'acquéreur ou le cédant fait partie d'un ensemble d'entreprises dont les comptes sont consolidés en exécution de la directive 83/349/CEE du Conseil des Communautés Européennes, il est exempté de l'obligation de déclaration prévue à l'article 1er si la déclaration est faite en ses lieu et place par l'entreprise qui établit les comptes consolidés susvisés.

Lorsque les titres sont possédés, acquis ou cédés par des personnes agissant de concert, une déclaration commune, sans indication des détenteurs individuels, peut être faite par un mandataire qu'elles désignent à cet effet, pour l'ensemble des personnes physiques qui individuellement ne possèdent pas un nombre de titres auquel sont attachés 5 % ou plus de droits de vote existants.

§ 4. Le Roi règle l'application de l'article 1er et des §§ 1er, 2 et 3 du présent article, notamment quant au mode de calcul des quotités de droits de vote, quant à la définition de personnes agissant de concert, quant aux personnes tenues à déclaration dans les cas prévus aux §§ 1er, 2 et 3 du présent article, ainsi que quant aux titres possédés en indivision, donnés en gage ou grevés d'usufruit.

Art. 3. Lorsqu'une personne physique ou morale acquiert ou cède le contrôle, direct ou indirect, de droit ou de fait d'une société qui possède 5 % au moins du pouvoir total d'une société visée à l'article 1er, § 2, elle doit le déclarer à celle-ci et à la Commission bancaire. Lorsque plusieurs personnes contrôlent conjointement une telle société, chacune d'elles doit le déclarer.

L'article 2, § 3, est applicable.

Art. 4. § 1er. Les déclarations visées aux articles 1er et 3 sont adressées à la société visée à l'article 1er, § 2 et à la Commission bancaire au plus tard le second jour ouvrable suivant le jour de réalisation des faits qui y donnent lieu.

Les titres acquis par succession ne doivent faire l'objet d'une déclaration que trente jours après acceptation de la succession, le cas échéant, sous bénéfice d'inventaire.

Dans le cas visé à l'article 1er, § 5, la déclaration doit être faite au plus tard à la date à laquelle les transactions sur ces titres sont reprises pour la première fois dans la cote officielle du marché concerné.

Le Roi détermine le contenu et la forme des déclarations qui doivent être effectuées; ce contenu peut dépendre du taux de la participation.

§ 2. La société qui a reçu une déclaration visée à l'article 1er ou l'article 3 doit la rendre publique le jour ouvrable suivant au plus tard, selon les modalités fixées par le Roi. A défaut pour la société ayant reçu la déclaration de la rendre publique dans le délai susvisé, la Commission bancaire procède à cette publication aux frais de la société en cause.

La société visée à l'article 1er, § 2 doit mentionner dans l'annexe à ses comptes annuels relative à l'état du capital, la structure de son actionnariat à la date de clôture des comptes, telle qu'elle résulte des déclarations qu'elle a reçues.

La Commission bancaire peut, dans des cas exceptionnels, dispenser la société de rendre publique la déclaration qu'elle a reçue, au cas où la publication de cette information comporterait pour la société un préjudice grave. Dans ce dernier cas, la dispense ne peut avoir pour effet d'inclure la public en erreur sur des éléments essentiels pour l'appréciation des titres en cause.

§ 5. Wanneer de effecten van een vennootschap voor de eerste maal geheel of ten dele worden toegelaten tot de officiële notering aan een effectenbeurs in een lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap, moet een zelfde kennisgeving worden verricht door de natuurlijke of rechtspersonen die op dat ogenblik een aantal effecten bezitten van deze vennootschap waaraan 5 % of meer van de bestaande stemrechten zijn verbonden.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van artikel 1 worden bij de effecten die een in dit artikel bedoelde persoon bezit, verworven of overdraagt, de effecten gevoegd in bezit van, verworven of overgedragen door :

a) een derde die in eigen naam maar voor rekening van genoemde persoon optreedt;

b) een met genoemde persoon verbonden natuurlijke of rechtspersoon;

c) een derde die optreedt in eigen naam maar voor rekening van een met genoemde persoon verbonden natuurlijke of rechtspersoon.

§ 2. Effecten in bezit van, verworven of overgedragen door personen die gezamenlijk optreden voor de verwerving of de overdracht van effecten waaraan ten minste 5 % van de stemrechten van een in artikel 1, § 2, bedoelde vennootschap is verbonden, worden voor de toepassing van artikel 1 samengeteld.

§ 3. Indien de koper of de overdrager deel uitmaakt van een groep van ondernemingen waarvan de jaarrekeningen worden geconsolideerd met toepassing van de richtlijn 83/349/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen, wordt deze vrijgesteld van de verplichting tot kennisgeving voorgeschreven in artikel 1, indien de kennisgeving geschiedt in zijn plaats door de onderneming die voornoemde geconsolideerde jaarrekening opmaakt.

Wanneer de effecten worden gehouden, verworven of overgedragen door personen die in onderling overleg optreden, kan een gemeenschappelijke kennisgeving, zonder aanduiding van de individuele houders, worden verricht door een gevolmachtigde die zij daartoe aanstellen, voor de gezamenlijke natuurlijke personen die individueel niet een aantal effecten bezitten waaraan 5 % of meer van de bestaande stemrechten zijn verbonden.

§ 4. De Koning regelt de toepassing van artikel 1 en van de §§ 1, 2 en 3 van dit artikel, met name hoe de stemrechtenquota worden berekend, wat dient te worden verstaan door personen die gezamenlijk optreden, welke personen tot kennisgeving verplicht zijn in de gevallen bedoeld in de §§ 1, 2 en 3 van dit artikel, alsmede voor de effecten die worden gehouden in onverdeelde, die zijn verpand of bezwaard met vruchtgebruik.

Art. 3. Wanneer een natuurlijke of rechtspersoon rechtstreeks of onrechtstreeks, in rechte of in feite, de controle over een vennootschap verwerft of overdraagt die ten minste 5 % bezit van het stemrechtentotaal van een in artikel 1, § 2 bedoelde vennootschap, moet hij aan deze laatste en aan de Bankcommissie hiervan kennis geven. Wanneer verschillende personen gezamenlijk een dergelijke vennootschap controleren, is elk van hem tot kennisgeving verplicht.

Artikel 2, § 3, is van toepassing.

Art. 4. § 1. De kennisgevingen bedoeld in de artikelen 1 en 3, worden uiterlijk de tweede werkdag, te rekenen vanaf het ogenblik waarop zich de omstandigheden voordoen op grond waarvan zulke kennisgeving verplicht is, aan de in artikel 1, § 2 bedoelde vennootschap en aan de Bankcommissie gericht.

Voor effecten die werden verworven door erfopvolging, is kennisgeving slechts verplicht dertig dagen na aanvaarding van de nalatenschap, desgevallend onder voorrecht van boedelbeschrijving.

In het in artikel 1, § 5, bedoelde geval moet de kennisgeving uiterlijk geschieden op de datum waarop de transacties in deze effecten voor de eerste maal in de koers van de betrokken markt worden opgenomen.

De Koning bepaalt de inhoud en vorm van de kennisgevingen die moeten worden verricht; deze inhoud kan afhangen van het deelnemingspercentage.

§ 2. De vennootschap die een in artikel 1 of artikel 3 bedoelde kennisgeving heeft ontvangen, moet deze uiterlijk de volgende werkdag openbaar maken, volgens de door de Koning vastgestelde modaliteiten. Indien de vennootschap die de kennisgeving heeft ontvangen, deze niet binnen voornoemde termijn openbaar maakt, gaat de Bankcommissie zelf over tot openbaarmaking op kosten van de betrokken vennootschap.

De in artikel 1, § 2 bedoelde vennootschap moet in de toelichting bij haar jaarrekening, in de staat betreffende het kapitaal, haar aandeelhoudersstructuur op balansdatum vermelden, zoals die blijkt uit de ontvangen kennisgevingen.

De Bankcommissie kan, in uitzonderingsgevallen, de vennootschap vrijstellen van de verplichting om een ontvangen kennisgeving openbaar te maken, wanneer de openbaarmaking van deze informatie voor de vennootschap een ernstig nadeel zou inhouden. In dit laatste geval mag de vrijstelling niet tot gevolg hebben dat het publiek zou worden misleid omtrent aspecten die essentieel zijn voor de beoordeling van de betrokken effecten.

La demande de dispense doit être introduite pendant le délai prévu au § 2, alinéa 1er; ce délai est suspendu jusqu'à ce qu'intervienne la décision de la Commission bancaire de dispenser ou non la société.

**Art. 5.** Les statuts des sociétés visées à l'article 1er, § 2, peuvent prévoir que les dispositions des articles 1er à 4 sont, en tout ou en partie, applicables à des quotités inférieures à celles prévues aux articles 1er et 3 ou à des quotités intermédiaires par rapport à celles prévues à l'article 1er, § 1er, alinéa 2; toutefois, ces quotités ne peuvent être inférieures à 3 %.

Les articles 1er à 4 peuvent être rendus applicables, en tout ou en partie, par leurs statuts, aux sociétés par actions de droit belge autres que celles visées à l'article 1er, § 2; en ce cas, les statuts peuvent fixer d'autres quotités et d'autres délais que ceux prévus par lesdits articles; toutefois, ces quotités ne peuvent être inférieures à 3 %.

Les articles 6 à 9 sont en ce cas applicables dans les cas prévus par les statuts.

**Art. 6.** Nul ne peut prendre part au vote à l'assemblée générale d'une société visée à l'article 1er, § 2 pour un nombre de voix supérieur à celui afférant aux actions dont il a déclaré la possession, conformément à l'article 4, § 1er, alinéa 2, quarante-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée générale. L'article 2 est applicable.

L'alinéa 1er ne s'applique pas :

1° aux actions auxquelles est attaché un pouvoir de vote inférieur à 5% du total des droits de vote existant à la date de l'assemblée générale;

2° aux actions auxquelles est attaché un pouvoir de vote se situant entre deux des seuils successifs de cinq points visés à l'article 1er, § 1er;

3° aux actions souscrites par exercice d'un droit de préférence, aux actions acquises par succession ou par suite de fusion, de scission ou de liquidation, ni aux actions acquises en exécution d'une offre publique d'acquisition effectuée en conformité avec les dispositions prévues par ou en vertu du chapitre II.

**Art. 7.** Lorsque, dans les quinze jours précédant la date pour laquelle une assemblée générale a été convoquée, une société reçoit une déclaration ou a connaissance du fait qu'une déclaration aurait dû ou doit être faite en vertu des dispositions du présent chapitre, le conseil d'administration peut reporter l'assemblée à trois semaines. L'assemblée générale reportée est convoquée dans les formes habituelles. Son ordre du jour peut être complété ou amendé.

**Art. 8.** Le président du tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège, statuant comme en référé peut :

1° enjoindre à une personne qui aurait dû effectuer une déclaration conformément à l'article 1er, § 1er, alinéa 3 ou à l'article 3 d'y procéder, sous peine d'astreinte, dans le délai et selon les modalités qu'il fixe;

2° prononcer pour une période d'un an au plus la suspension de l'exercice de tout ou partie des droits afférents aux titres concernés, si les déclarations requises en vertu de l'article 1er n'ont pas été effectuées selon les modalités et les délais prescrits;

3° suspendre pendant la durée qu'il fixe, la tenue d'une assemblée générale déjà convoquée.

La procédure est engagée par citation émanant de la société ou d'un ou de plusieurs associés ayant le droit de vote. Lorsque la demande a pour objet la suspension de la tenue d'une assemblée déjà convoquée, la procédure peut également être engagée par la personne dont les titres font l'objet d'une demande ou d'une décision de suspension de l'exercice de tout ou partie des droits y afférents.

Lorsque la demande a pour objet la suspension, visée à l'alinéa 1er, 2°, de tout ou partie des droits afférents aux titres concernés, elle doit, si une déclaration a été notifiée, être introduite, à peine d'irrecevabilité, quinze jours au plus après la notification.

Le président statue sur la demande nonobstant toute poursuite exercée en raison des mêmes faits devant toute autre juridiction.

Le président peut, à la demande d'un des intéressés et après avoir entendu ceux qui l'ont saisi ainsi que la société visée à l'article 1er, § 2, accorder la levée des mesures ordonnées par lui.

Het verzoek om vrijstelling moet worden ingediend binnen de in § 2, eerste lid, bepaalde termijn; deze termijn wordt geschorst tot wanneer de Bankcommissie beslist om de vennootschap al dan niet vrij te stellen.

**Art. 5.** De statuten van de in artikel 1, § 2, bedoelde vennootschappen kunnen bepalen dat de voorschriften van de artikelen 1 tot 4 geheel of ten dele van toepassing zijn op lagere quota dan voorgeschreven in de artikelen 1 en 3, of voor quota die gelegen zijn tussen de percentages bepaald in artikel 1, § 1, tweede lid; deze quota mogen evenwel niet lager zijn dan 3 %.

De artikelen 1 tot 4 kunnen statutair geheel of ten dele van toepassing worden verklaard op de vennootschappen op aandelen naar Belgisch recht buiten deze bedoeld in artikel 1, § 2; in dit geval kunnen de statuten andere quota en andere termijnen bepalen dan voorgeschreven door voornoemde artikelen; deze quota mogen evenwel niet lager zijn dan 3 %.

De artikelen 6 tot 9 zijn alsdan van toepassing in de statutair vastgelegde gevallen.

**Art. 6.** Niemand kan op de algemene vergadering van een vennootschap bedoeld in artikel 1, § 2, aan de stemming deelnemen naar meer stemrechten dan degene verbonden aan aandelen waarvan hij, overeenkomstig artikel 4, § 1, tweede lid, minstens vijfenvertig dagen voor de datum van de algemene vergadering kennis heeft gegeven. Artikel 2 is van toepassing.

Het eerste lid is niet van toepassing :

1° op de aandelen waaraan minder dan 5 % van het stemrechtentotaal op de datum van de algemene vergadering is verbonden;

2° op de aandelen waaraan stemrechten verbonden zijn die tussen twee opeenvolgende drempels van vijf punten zoals bedoeld in artikel 1, § 1 begrepen zijn;

3° op de aandelen waarop is ingeschreven met uitoefening van een voorkeurrecht, op de aandelen verworven door erfopvolging of ingevolde fusie, splitsing of vereffening, evenmin als op de aandelen verworven in het kader van een openbaar koopaanbod uitgebracht in overeenstemming met de bepalingen voorgeschreven door of krachtens hoofdstuk II.

**Art. 7.** Wanneer, binnen de 15 dagen vóór de datum waarop een algemene vergadering is samengeroepen, een vennootschap een kennisgeving heeft ontvangen of weet dat een kennisgeving had moeten of nog moet worden verricht op grond van de bepalingen van dit hoofdstuk, kan de raad van bestuur de vergadering tot drie weken verdstuk. De algemene vergadering wordt op de gewone wijze samengeroepen. Haar agenda mag aangevuld of gewijzigd worden.

**Art. 8.** De voorzitter van de rechtbank van koophandel van het gebied waarin de vennootschap haar zetel heeft, kan, recht doende als in kortgeding :

1° een persoon die overeenkomstig artikel 1, § 1, derde lid of artikel 3, een kennisgeving had moeten verrichten, zulks gelasten op straffe van betaling van een dwangsom, binnen de termijn en volgens de modaliteiten die hij vaststelt;

2° de uitoefening van alle of een deel van de aan de betrokken effecten verbonden rechten voor een periode van ten hoogste één jaar opschorten, indien de krachtens artikel 1 vereiste kennisgevingen niet werden verricht volgens de modaliteiten en binnen de termijnen zoals voorgeschreven;

3° gedurende de termijn die hij vaststelt, een reeds bijeengeroepen algemene vergadering opschorten.

De procedure wordt ingesteld door een dagvaarding uitgaande van de vennootschap of uitgaande van één of meer stemgerechtigde aandeelhouders. Wanneer het voorwerp van de vraag de opschorting van een reeds bijeengeroepen algemene vergadering betreft, kan de procedure eveneens ingesteld worden door de persoon wiens effecten het voorwerp zijn van een vraag of beslissing tot opschorting van alle of een deel van de aan de betrokken effecten verbonden rechten.

Wanneer het voorwerp van de vraag de opschorting betreft, overeenkomstig lid 1, 2°, van alle of een deel van de rechten verbonden aan de betrokken effecten, moet zij, indien een kennisgeving is verricht, op straffe van onontvankelijkheid, uiterlijk vijftien dagen na de betekening van de kennisgeving worden ingediend.

De voorzitter doet uitspraak over de vordering niettegenstaande elke vervolging uitgeoefend om reden van dezelfde feiten voor een ander rechtscollege.

De voorzitter kan de opheffing van de door hem bevolen maatregelen toestaan op vraag van één der belanghebbenden en na de personen die de zaak bij hem aanhangig hebben gemaakt alsook de in artikel 1, § 2, bedoelde vennootschap te hebben gehoord.

**Art. 9.** Lorsque des droits de vote ont été exercés nonobstant une suspension de leur exercice résultant de la loi ou d'une décision judiciaire, le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège peut, sur requête de la société ou de l'un de ses actionnaires ayant le droit de vote ou de toute personne justifiant d'un intérêt, prononcer la nullité de tout ou partie des décisions de l'assemblée générale si, sans les droits de vote illégalement exercés, les quorums de présence ou de majorité requis pour lesdites décisions n'auraient pas été réunis.

**Art. 10.** Si la Commission bancaire estime qu'une déclaration qu'elle a reçue en vertu de l'article 1er ou de l'article 3 n'est pas conforme à l'une de ces dispositions ou aux arrêtés pris pour son exécution ou qu'elle risque d'induire le public en erreur, elle communique son avis au déclarant. Si celui-ci n'en tient pas compte, dans les délais fixés par la Commission bancaire, celle-ci peut publier son avis. La Commission bancaire peut requérir du déclarant qu'il lui transmette dans les délais qu'elle fixe, les renseignements nécessaires à l'application du présent article.

L'alinéa 1er est également applicable aux cas où la Commission bancaire estime qu'une déclaration aurait dû être effectuée en vertu des articles précités.

**Art. 11.** Sont punis des peines prévues par l'article 204 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales :

1<sup>o</sup> ceux qui sciemment n'effectuent pas les déclarations auxquelles ils sont tenus de procéder conformément aux dispositions du présent chapitre ou qui effectuent sciemment une déclaration inexacte ou incomplète;

2<sup>o</sup> ceux qui refusent de donner à la Commission bancaire des renseignements qu'ils sont tenus de lui fournir en vertu de l'article 10 ou qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets.

Les dispositions du Livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

**Art. 12. § 1er.** Toute personne physique ou morale qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, possède des titres visés à l'article 1er, § 1er, émis par une société visée au § 2 du même article doit, dans le mois qui suit, déclarer à la société et à la Commission bancaire le nombre de titres ainsi possédés, lorsque les droits de vote y afférents représentent une quotité de 5 % ou plus des droits de vote existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Toute personne physique ou morale qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, contrôle, directement ou indirectement, en droit ou en fait, une société tenue à faire la déclaration prévue à l'alinéa 1er, est tenue d'en donner connaissance dans le mois qui suit, à la société visée à l'article 1er, § 2 ainsi qu'à la Commission bancaire. Lorsque plusieurs personnes physiques ou morales contrôlent conjointement une telle société, chacune d'elles doit le déclarer.

L'article 1er, §§ 3 et 4, l'article 2, l'article 4, § 1er, alinéa 4 et § 2 et les articles 6 à 11 sont applicables.

§ 2. Les personnes physiques tenues à déclaration en vertu du § 1er ont la faculté jusqu'au 1er janvier 1991 de déclarer les titres qu'elles possèdent, uniquement à la Commission bancaire.

En ce cas, la Commission bancaire informe de façon non nominative la société visée à l'article 1er, § 2 de la déclaration qu'elle a reçue. C'est à cette déclaration non nominative que s'applique l'article 4, § 2.

§ 3. Pour les sociétés visées à l'article 1er, § 2 dont les capitaux propres n'atteignent pas 250 millions de francs, les articles 1er, 3 et le § 1er du présent article ne sont d'application qu'à partir du 1er janvier 1991.

Si avant le 1er janvier 1991 les capitaux propres de cette société viennent à dépasser 250 millions de francs, la déclaration visée au § 1er du présent article doit être opérée au plus tard dans le mois qui suit la publication des comptes annuels dont il résulte que les capitaux propres dépassent 250 millions de francs.

**Art. 13.** Les statuts des sociétés visées à l'article 1er, § 2 peuvent prévoir que les dispositions de l'article 12 sont applicables à des quotités inférieures à 5 %; ils ne peuvent toutefois prévoir des quotités inférieures à 3 %.

En cas d'application de l'alinéa 1er, le délai de déclaration court à partir de la date de publication de la modification des statuts, conformément à l'article 12, § 4 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

**Art. 9.** Wanneer, niettegenstaande de opschorting van hun uitoefening op grond van een wet of van een rechterlijke beslissing, stemrechten werden uitgeoefend, kan de rechtbank van koophandel van het gebied waarin de vennootschap haar zetel heeft, op verzoek van de vennootschap of één van haar stemgerechtigde aandeelhouders of van elke persoon die een belang kan doen gelden, alle of een deel van de beslissingen van de algemene vergadering nietig verklaren wanneer, buiten de onwettig uitgeoefende stemrechten, het aanwezigheids- of meerderheidsquorum vereist voor genoemde beslissingen, niet zou zijn bereikt.

**Art. 10.** Indien de Bankcommissie van oordeel is dat een kennisgeving die zij heeft ontvangen krachtens artikel 1 of artikel 3 niet strookt met één van deze bepalingen of met de ter uitvoering ervan genomen besluiten of dat zij het publiek dreigt te misleiden, deelt zij haar advies mee aan de kennisgever. Houdt deze laatste hiermee geen rekening binnen de door de Bankcommissie vastgelegde termijn, dan kan deze haar advies openbaar maken. De Bankcommissie kan de kennisgever gelasten binnen de termijn die zij vastlegt haar de nodige gegevens te verstrekken voor de toepassing van dit artikel.

Het eerste lid is eveneens van toepassing in de gevallen waarin de Bankcommissie oordeelt dat krachtens voornoemde artikelen een kennisgeving had moeten worden verricht.

**Art. 11.** Worden gestraft met één van de in artikel 204 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bedoelde straffen :

1<sup>o</sup> zij die met opzet niet de kennisgevingen verrichten waartoe zij verplicht zijn overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk of die met opzet een onjuiste of onvolledige kennisgeving verrichten;

2<sup>o</sup> zij die de Bankcommissie weigeren de gegevens te verstrekken waartoe zij verplicht zijn krachtens artikel 10 of die bewust onjuiste of onvolledige gegevens verstrekken.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de inbreuken voorzien door dit artikel.

**Art. 12. § 1.** Elke natuurlijke of rechtspersoon die, op de datum waarop deze wet in werking treedt, effecten bezit zoals bedoeld in artikel 1, § 1 en uitgegeven door een in § 2 van hetzelfde artikel bedoelde vennootschap, moet, binnen de maand die volgt, aan de vennootschap en aan de Bankcommissie kennis geven van het aantal effecten in zijn bezit, wanneer de hieraan verbonden stemrechten een quotum vertegenwoordigen van 5 % of meer van het stemrechtentotaal op de datum waarop deze wet in werking treedt.

Elke natuurlijke of rechtspersoon die, op de datum waarop deze wet in werking treedt, rechtstreeks of onrechtstreeks, in rechte of in feite, een vennootschap controleert die verplicht is tot de in het eerste lid voorgeschreven kennisgeving, moet zulks binnen de daaropvolgende maand meedelen aan de in artikel 1, § 2 bedoelde vennootschap alsmede aan de Bankcommissie. Wanneer verschillende natuurlijke of rechtspersonen gezamenlijk een dergelijke vennootschap controleren, is elk van hen tot kennisgeving verplicht.

Artikel 1, §§ 3 en 4, artikel 2, artikel 4, § 1, vierde lid en § 2 en de artikelen 6 tot 11 zijn van toepassing.

§ 2. De natuurlijke personen die tot de kennisgeving op grond van § 1 verplicht zijn, hebben tot 1 januari 1991 de mogelijkheid alleen aan de Bankcommissie kennisgeving te doen van de effecten die zij bezitten.

In dit geval brengt de Bankcommissie de vennootschap bedoeld in artikel 1, § 2 op niet-nominatieve wijze op de hoogte van de kennisgeving die zij ontvangen heeft. Artikel 4, § 2 is van toepassing op deze niet-nominatieve kennisgeving.

§ 3. Voor de in artikel 1, § 2 bedoelde vennootschappen met een eigen vermogen van minder dan 250 miljoen frank, zullen de artikelen 1, 3 en § 1 van dit artikel pas van toepassing zijn vanaf 1 januari 1991.

Indien vóór 1 januari 1991 het eigen vermogen van deze vennootschap 250 miljoen frank zou overstijgen, moet de in § 1 van dit artikel bedoelde kennisgeving worden verricht ten laatste tijdens de maand die volgt op de openbaarmaking van de jaarrekening waaruit blijkt dat het eigen vermogen 250 miljoen frank overschrijdt.

**Art. 13.** De statuten van de in artikel 1, § 2 bedoelde vennootschappen kunnen bepalen dat de voorschriften van artikel 12 van toepassing zijn voor lagere quota dan 5 %; zij mogen evenwel geen quota lager dan 3 % bepalen.

In geval van toepassing van het eerste lid loopt de termijn van de kennisgeving vanaf de dag van de bekendmaking van de statutenwijziging overeenkomstig artikel 12, § 4 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 14. L'article 12 peut être rendu applicable, en tout ou en partie, par leurs statuts aux sociétés par actions de droit belge autres que celles visées à l'article 1er, § 2. En ce cas, les statuts peuvent prévoir d'autres quotités et d'autres délais que ceux prévus par l'article 12. Ils ne peuvent toutefois prévoir des quotités inférieures à 3 %.

L'article 1er, §§ 3 et 4, l'article 2, l'article 4, § 1er, alinéa 4, et § 2 et les articles 6 à 9 sont applicables.

CHAPITRE II. — Offres publiques d'acquisition  
et modifications du contrôle des sociétés  
ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne

Art. 15. § 1er. En ce qui concerne les offres publiques d'acquisition et les opérations entraînant une modification du contrôle qui s'exerce sur les sociétés ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres pris sur avis de la Commission bancaire, prendre toute mesure de nature à :

— assurer l'information et l'égalité de traitement des porteurs de titres et sauvegarder leurs intérêts;

— favoriser la transparence et le bon fonctionnement du marché et éviter que sa transparence ou son bon fonctionnement ne soient mis en danger par des opérations effectuées en bourse ou hors bourse;

— éviter que des opérations se déroulant conformément aux règles qu'il arrête en vertu du présent article ne soient entravées par des opérations ne présentant pas des garanties équivalentes, notamment sur le plan de l'information et de l'égalité de traitement.

§ 2. Aux fins du paragraphe 1er, le Roi peut notamment :

1° déterminer ce qu'il faut entendre par société ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne;

2° déterminer les conditions auxquelles est subordonné le lancement d'une offre ou d'une contre-offre;

3° déterminer les obligations qui incombent et les interdictions qui s'appliquent, lors du lancement d'une offre ou d'une contre-offre, pendant leur déroulement et après leur clôture, au promoteur d'une offre ou d'une contre-offre, ainsi qu'à la société visée par l'offre ou la contre-offre;

4° déterminer les obligations qui incombent et les interdictions qui s'appliquent, lors du lancement d'une offre ou d'une contre-offre, pendant leur déroulement et après leur clôture, aux personnes qui agissent de concert avec le promoteur de l'offre ou de la contre-offre ou avec la société visée, ainsi que définir ce qu'il faut entendre par personnes agissant de concert;

5° préciser le moment à partir duquel les obligations visées aux 3° et 4° existent et les interdictions visées aux 3° et 4° s'appliquent;

6° réglementer les opérations qui sont susceptibles d'entraver le déroulement correct d'une offre ou d'une contre-offre lancée selon les règles qu'il détermine ou de fausser le fonctionnement du marché;

7° prévoir que, lorsqu'une personne physique ou morale souhaite acquérir, par une ou plusieurs transactions autres qu'une offre ou une contre-offre lancée selon les règles qu'il détermine, une quantité de titres qui lui donne le contrôle d'une société, elle doit en aviser au préalable la Commission bancaire;

8° déterminer les cas dans lesquels, en cas de modification du contrôle qui s'exerce sur une société ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne, les autres actionnaires de cette société doivent se voir offrir une possibilité comparable de céder leurs titres à des conditions équivalentes et définir les modalités propres à obtenir ce résultat.

§ 3. La Commission bancaire est chargée de veiller à l'application des arrêtés pris en vertu des §§ 1er et 2. Elle peut demander que lui soient transmis les renseignements nécessaires à l'application desdits arrêtés. Elle peut accorder, dans des cas spéciaux, des dérogations motivées auxdits arrêtés.

§ 4. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 10 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° ceux qui omettent d'aviser au préalable la Commission bancaire en exécution du § 2, 7° du présent article;

2° ceux qui refusent de donner à la Commission bancaire les renseignements qu'ils sont tenus de lui fournir en vertu du présent article ou qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets.

Art. 14. Artikel 12 kan statutair geheel of ten dele van toepassing worden verklaard op de vennootschappen op aandelen naar Belgisch recht buiten deze beduid in artikel 1, § 2. In dit geval kunnen de statuten andere quota en andere termijnen vaststellen dan voorgeschreven door artikel 12. Zij kunnen echter geen quota van minder dan 3 % voorschrijven.

Artikel 1, §§ 3 en 4, artikel 2, artikel 4, § 1, vierde lid, en § 2 en de artikelen 6 tot 9 zijn van toepassing.

HOOFDSTUK II. — Openbare overnameaanbiedingen  
en wijzigingen in de controle op vennootschappen  
die een openbaar beroep doen of gedaan hebben op het spaarwezen

Art. 15. § 1. Voor de openbare overnameaanbiedingen en de verrichtingen die een wijziging met zich brengen in de controle op de vennootschappen die een openbaar beroep doen of gedaan hebben op het spaarwezen, kan de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit, genomen na advies van de Bankcommissie, alle maatregelen nemen die tot doel hebben :

— de informatieverstrekking aan en de gelijke behandeling van houders van effecten te verzekeren en hun belangen veilig te stellen;

— de transparantie en de goede werking van de markt te bevorderen en te vermijden dat deze transparantie of goede werking in het gedrang zouden worden gebracht door verrichtingen ter beurze of buiten de beurs;

— te vermijden dat verrichtingen die worden afgewikkeld overeenkomstig de regels die Hij vaststelt krachtens dit artikel, zouden worden belemmerd door verrichtingen die geen gelijkwaardige waarborgen bieden, inzonderheid op het vlak van de informatieverstrekking en de gelijke behandeling.

§ 2. Ten behoeve van § 1 kan de Koning inzonderheid :

1° omschrijven wat dient te worden verstaan onder vennootschap die een openbaar beroep doet of gedaan heeft op het spaarwezen;

2° de voorwaarden vaststellen waaronder een bod of een tegenbod mag worden uitgebracht;

3° de verplichtingen en verbodsbepalingen vaststellen die van toepassing zijn bij het uitbrengen, tijdens het verloop en na afsluiting van een bod of een tegenbod, ten aanzien van zowel de promotor van een bod of van een tegenbod, als de door het bod of het tegenbod bedoelde vennootschap;

4° de verplichtingen en verbodsbepalingen vaststellen die van toepassing zijn bij het uitbrengen, tijdens het verloop en na afsluiting van een bod of een tegenbod, ten aanzien van de personen die gezamenlijk optreden met de promotor van het bod of het tegenbod of met de bedoelde vennootschap, alsmede omschrijven wat dient te worden verstaan onder personen die gezamenlijk optreden;

5° het ogenblik bepalen vanaf wanneer de in 3° en 4° bedoelde verplichtingen en verbodsbepalingen gelden;

6° de verrichtingen reglementeren die het correcte verloop kunnen belemmeren van een bod of een tegenbod uitgebracht volgens de regels die Hij vaststelt of die de marktwerking kunnen vervalsen;

7° voorschrijven dat, wanneer een natuurlijke of rechtspersoon, via één of meerdere transacties buiten een bod of een tegenbod uitgebracht volgens de regels die Hij vaststelt, een hoeveelheid effecten wenst te verwerven waardoor hij de controle over een vennootschap in handen krijgt, hij de Bankcommissie daarvan vooraf kennis moet geven;

8° de gevallen vaststellen waarin, bij wijziging in de controle over een vennootschap die een openbaar beroep op het spaarwezen doet of gedaan heeft, de andere aandeelhouders van deze vennootschap een vergelijkbare kans moeten krijgen om hun effecten tegen gelijkwaardige voorwaarden over te dragen en de modaliteiten bepalen waardoor dit resultaat kan worden bereikt.

§ 3. De Bankcommissie wordt belast met het toezicht op de toepassing van de krachtens de §§ 1 en 2 genomen besluiten. Zij kan vragen dat haar de gegevens worden verstrekt die nodig zijn voor de toepassing van genoemde besluiten. In bijzondere gevallen kan zij gemotiveerde afwijkingen van genoemde besluiten toestaan.

§ 4. Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en een geldboete van 50 tot 10 000 frank of een van die straffen alleen worden gestraft :

1° zij die nalaten in uitvoering van § 2, 7° van dit artikel aan de Bankcommissie vooraf kennis te geven;

2° zij die weigeren aan de Bankcommissie de gegevens te verstrekken waartoe zij verplicht zijn krachtens dit artikel of die bewust onjuiste of onvolledige gegevens verstrekken.

Les dispositions du Livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions punies par le présent paragraphe.

Art. 16. Lorsque la Commission bancaire constate qu'une opération ou une pratique contraire aux dispositions prévues par ou en vertu de l'article 15 porte atteinte aux intérêts des porteurs de titres, elle peut demander au président du tribunal de commerce :

1° d'enjoindre à la personne qui en est responsable de se conformer à ces dispositions de mettre fin à l'irrégularité constatée ou d'en supprimer les effets;

2° d'interdire à la personne qui en est responsable de faire usage des droits ou de bénéficier des avantages qu'elle peut retirer de l'irrégularité.

La procédure est engagée par citation. Le président statue comme en référé.

La demande est introduite auprès du président du tribunal de commerce dans le ressort duquel la société qui a émis les titres concernés a son siège ou, à défaut de siège en Belgique, auprès du président du tribunal de commerce de Bruxelles.

Art. 17. Dans le cas prévu à l'article 16, la Commission bancaire peut, si l'urgence le justifie, enjoindre à la personne responsable de suspendre la poursuite de l'opération ou de la pratique en cause.

Cette décision est motivée et notifiée de la manière la plus appropriée à la personne responsable. Elle est exécutoire dès qu'elle a été notifiée. La Commission peut rendre sa décision publique.

La décision prise par la Commission bancaire en exécution de l'alinéa 1er cesse ses effets 72 heures après sa notification sauf si, avant l'expiration de ce délai, la Commission saisit le président du tribunal de commerce conformément à l'article 16.

Art. 18. Sont punis des peines prévues par l'article 204 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ceux qui passent outre à une injonction qui leur a été adressée en vertu de l'article 16 ou de l'article 17.

Les dispositions du Livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

### CHAPITRE III. — Dispositions diverses

Art. 19. Le Roi peut adapter les dispositions de la présente loi aux obligations qui découlent, pour la Belgique, des directives du Conseil des Communautés européennes, dans la mesure où il s'agit de matières que la Constitution ne réserve pas au législateur.

Art. 20. L'article 6 entre en vigueur trois mois après la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre  
des Affaires économiques et du Plan,  
W. CLAES

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de misdrijven bestraft door deze paragraaf.

Art. 16. Wanneer de Bankcommissie vaststelt dat een verrichting of een praktijk die strijdig is met de bepalingen voorgeschreven door of op grond van artikel 15, de belangen van houders van effecten schaadt, kan zij de voorzitter van de rechtbank van koophandel verzoeken :

1° de daarvoor verantwoordelijke persoon aan te manen zich te schikken naar deze bepalingen, een einde te maken aan de vastgestelde onregelmatigheid of de uitwerking ervan ongedaan te maken;

2° de daarvoor verantwoordelijke persoon verbod opleggen om gebruik te maken van de rechten of de voordelen die hij uit deze onregelmatigheid kan halen.

De procedure wordt ingesteld door een dagvaarding. De voorzitter doet uitspraak als in kortgeding.

Het verzoek wordt ingediend bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel van het gebied waarin de vennootschap die de betrokken effecten heeft uitgegeven, haar zetel heeft of, zo zij geen zetel heeft in België, bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel van Brussel.

Art. 17. In het geval voorzien in artikel 16 kan de Bankcommissie, als het wegens dringendeheid verantwoord is, de verantwoordelijke persoon aanmanen de voortzetting van de betrokken verrichting of praktijk op te schorten.

Deze beslissing is gemotiveerd en wordt op de meest geschikte wijze ter kennis gebracht aan de verantwoordelijke persoon. Zij is uitvoerbaar vanaf haar kennisgeving. De Commissie kan haar beslissing bekend maken.

De beslissing van de Bankcommissie genomen in uitvoering van het eerste lid houdt op gevolgen te hebben 72 uur na de kennisgeving ervan of, vóór het verstrijken van deze termijn, als de Commissie de zaak bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel aanhangig maakt overeenkomstig artikel 16.

Art. 18. Worden gestraft met één van de in artikel 204 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bedoelde straffen, zij die aan een aanmaning die tot hen werd gericht op grond van artikel 16 of van artikel 17 geen gevolg geven.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de inbreuken voorzien door dit artikel.

### HOOFDSTUK III. — Diverse bepalingen

Art. 19. De Koning kan de bepalingen van deze wet aanpassen aan de verplichtingen die voor België voortvloeien uit de richtlijnen van de Raad van de Europese Gemeenschappen in de mate dat het maatregelen betreft die de Grondwet niet aan de wetgever voorbehoudt.

Art. 20. Artikel 6 treedt in werking drie maanden na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 maart 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister  
van Economische Zaken en het Plan,  
W. CLAES

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,  
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET